



Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites

La crise, c'est celle des patrons et de leur gouvernement refusons de la payer!

Le gouvernement français, comme partout en Europe tente de mettre en œuvre une série de mesures qui visent à faire payer leur crise à la population : il revient sur les acquis sociaux, s'attaque aux plus fragiles – jeunes, retraités, précaires- et rogne sur les salaires et la protection sociale... sans toucher au bouclier fiscal... ou si peu !. Sarkozy dramatise la situation sur les retraites, joue sur la peur des français, y compris face à la crise grecque, et prétend nous imposer sa politique régressive sous prétexte de sauver les retraites et le « modèle social français ». En réalité ces mesures sont exclusivement destinées à maintenir les taux de profits du capital à court terme et prépareraient, si elles étaient appliquées, des crises plus violentes encore.

Par nos mobilisations, nous pouvons imposer d'autres choix aux actionnaires et à leur gouvernement. C'est la raison pour laquelle la fondation Copernic et ATTAC viennent de lancer un appel national sur les retraites signé par de nombreux universitaires, militant-es syndicaux et politiques (voir au verso).

Les organisations signataires relaient cet appel au Havre en invitant l'ensemble de la population à participer :

au meeting qu'elles organisent le
Vendredi 4 juin 2010 à 18 h

à l'Université du Havre
(amphi 5 - rue Philippe Lebon)

avec **Michel Husson,**
économiste, membre du conseil scientifique d'ATTAC.

Au programme de ce meeting :

- La dette : machine infernale pour faire payer les peuples.
- Retraites : une alternative
- Intervention et débat avec les représentants des signataires de cet appel local.



Union
syndicale
Solidaires



LA
FÉDÉRATION
<http://lafederation.org>
pour une alternative sociale et écologique

Parti de
Gauche
ÉCOLOGIE • SOCIALISME • RÉPUBLIQUE



Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites

Le gouvernement français s'apprête à engager une nouvelle réforme qui risque de porter un coup fatal au système de retraite par répartition en jurant une fois de plus que c'est pour le sauver. Le bilan des réformes menées depuis 1993 est déjà catastrophique car toutes les dispositions prises (calcul sur les 25 meilleures années, indexation sur les prix et non plus sur les salaires des actifs, allongement de la durée de cotisation sous peine de décote...) ont déjà fait baisser le niveau des pensions d'environ 20 %. Elles ont aggravé les inégalités déjà fortes entre les pensions des hommes et des femmes. Le Conseil d'orientation des retraites (COR) prévoit que le taux de remplacement moyen - niveau de la retraite par rapport au salaire, passerait de 72 % en 2007 à 59 % en 2050. **Cette dégradation continuera donc de frapper les actuels retraités et touchera également les générations suivantes.**

Malgré ce bilan désastreux, le gouvernement veut aller encore plus loin en supprimant l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans en le portant à 62, voire 65 ou 67 ans, comme le demande le Medef, et en remettant en cause le calcul sur les six derniers mois

d'activité des retraites du secteur public. Jumelées avec un nouvel allongement de la durée de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein, ces mesures condamneraient à la pauvreté la plupart des futurs retraités, surtout les femmes et tous ceux et celles qui ont connu et connaîtront des périodes de chômage et de précarité importantes. Ce sont les salariés les plus jeunes qui subiraient les effets cumulés de ces orientations au moment de partir à la retraite.

Le gouvernement et le patronat persistent à vouloir durcir les conditions de départ en retraite alors même que les entreprises continuent de se débarrasser des salariés âgés avant qu'ils aient acquis la totalité de leurs droits. Exiger que les salariés travaillent et cotisent plus longtemps, alors que l'âge moyen de cessation d'activité est de 59 ans, ne vise qu'à baisser le niveau des pensions. De plus, cette logique remet en cause la solidarité intergénérationnelle. **Il n'y a aucun sens à augmenter l'âge de la retraite alors que le chômage de masse sévit pour les jeunes.** Au lieu de voir dans la retraite par répartition une transmission perpétuelle et solidaire de la prise en charge d'une génération par la suivante, le gouvernement et le patronat, afin d'attiser la division, la stigmatisent comme un fardeau pour la seule génération à venir.

Le danger ne s'arrête pas là. Le COR dessine les contours d'une réforme pour remplacer notre système par un autre « par points » ou « par comptes notionnels ». Dans les deux cas, il s'agirait de ne plus avoir à assurer un taux de remplacement du salaire défini à l'avance et de faire de la variation du niveau des pensions le moyen d'équilibre financier des régimes. Cela aggraverait encore la baisse du niveau des pensions et contraindrait les salariés, particulièrement les salarié-es pauvres et effectuant les travaux pénibles, à travailler toujours plus longtemps.

La vraie raison des mesures qui s'annoncent n'est pas liée à la démographie. La crise financière a provoqué une récession et donc une flambée des déficits publics. Les États continuent benoîtement à financer leurs déficits en empruntant sur ces mêmes marchés financiers qui ont provoqué la crise. Réduire ces déficits pourrait se faire par une taxation du capital. Mais les spéculateurs refusent évidemment cette solution, demandent que les États donnent des gages et exigent une réduction des dépenses publiques.

Une alternative à cette régression sociale existe pourtant. A moins de décréter la paupérisation des retraités, il est normal de couvrir les besoins sociaux liés à l'augmentation de leur

part dans la population par un accroissement des prélèvements sur la richesse produite. Les déficits des caisses de retraite sont essentiellement dus au refus obstiné de le faire. *Pourtant, le besoin supplémentaire de financement nécessaire aux retraites est réalisable puisqu'il a été chiffré en 2007 par le COR entre 1 et 2 points de PIB jusqu'en 2050, à comparer avec la chute de la part de la masse salariale de 8 points au cours des dernières décennies et avec l'explosion correspondante des dividendes, qui sont passés de 3,2 % du PIB en 1982 à 8,5 % en 2007.* Il est donc juste d'augmenter la part des salaires et des pensions dans la richesse produite en s'attaquant aux profits. **Le financement des retraites est possible à condition d'en finir avec l'actuel partage éhonté de la richesse au bénéfice des revenus financiers.** C'est ce partage qui constitue le tabou à faire sauter, et non l'âge de départ. Il s'agit là d'un choix politique de justice et de solidarité.

La question des retraites pose celle de la société dans laquelle nous voulons vivre. Nous ne pouvons accepter la paupérisation programmée des futurs retraités, l'idéologie absurde du « travailler toujours plus » et la destruction des solidarités sociales. Nous souhaitons contribuer à une vaste mobilisation citoyenne (réunions publiques, appels locaux...) pour stopper cet engrenage.

